



CAPITALISER SUR LES TERRITOIRES LES ACQUIS DE LA RÉFORME

Les membres de la commission permanente ont souhaité mettre à disposition des adhérents de l'ANDEV, un argumentaire quelques soient les orientations prises sur les territoires.

Cet outil reprend des éléments de langage utiles aux positionnements des élus et aux échanges lors de vos futures concertations.

I - L'argumentaire initial en faveur d'une organisation au-delà de 4 jours scolaires : une organisation qui favorise la réussite

Un grand nombre d'études menées par des chercheurs, acteurs éducatifs, chronobiologistes s'accordent sur l'intérêt pour l'enfant **d'une meilleure répartition des temps d'apprentissage sur la semaine scolaire, notamment sur cinq matinées**, organisation propice à la réussite de tous, notamment des plus fragiles.

- **En 2008**, François Testu, professeur émérite en chronopsychologie à l'Université de Tours écrit un ouvrage intitulé "[Rythmes de vie et rythmes scolaires. Aspects chronobiologiques et chronopsychologiques](#)" évaluant les impacts sur la vigilance, le sommeil, les comportements des élèves en semaine de 4 jours.
 - La semaine de 4 jours, non seulement ne respecte pas les rythmes journaliers de l'activité psychologique et physiologique de l'enfant, mais surtout, elle génère une baisse de la vigilance, voire des comportements d'inadaptation à l'école.
 - **Sans une politique socio-éducative périscolaire et extrascolaire d'accompagnement**, la semaine de 4 jours accentue et allonge les effets perturbateurs du week-end sur l'adaptation à la situation scolaire. Cela se traduit par une désynchronisation des rythmes biologiques et psychologiques journaliers les lundi et vendredi après-midi. La désynchronisation est source de fatigue, de mauvaises performances et de désintérêt. Restent le mardi et le jeudi pour profiter d'une pleine écoute des élèves avec le risque de les surcharger de disciplines d'enseignement dites fondamentales.
 - **Accorder une demi-journée supplémentaire de congé n'est nullement profitable à des enfants livrés à eux-mêmes en dehors de l'école.** La libération du temps n'est pas synonyme d'épanouissement, d'éveil et d'intégration. **La semaine de 4 jours creuse le fossé entre ceux qui bénéficient d'activités périscolaires et ceux qui n'en bénéficient pas.**
- **En 2009**, Bruno Suchaut, chercheur à l'Unité de recherche pour le pilotage des systèmes pédagogiques, écrit un rapport intitulé "[L'organisation et l'utilisation du temps scolaire à l'école primaire : enjeux et effets sur les élèves](#)".

« Sur le plan des rythmes hebdomadaires, dans une semaine scolaire de quatre jours et demi de classe (dont le samedi matin), les enfants de CP sont les plus performants le jeudi après-midi alors que pour les enfants plus âgés, c'est le vendredi matin qui est la meilleure demi-journée. La coupure du week-end se ressent pour tous les

élèves et avec plus d'intensité pour les élèves les plus jeunes. Des études effectuées dans des pays où les jours de congé ne sont pas les mêmes que dans le monde occidental, indiquent que les "bons" et les "mauvais" jours de performances des élèves sont différents, cela tend à montrer que les variations hebdomadaires ne dépendent pas uniquement de l'âge des élèves, mais aussi de l'aménagement du temps scolaire : "à la différence des fluctuations journalières, les variations hebdomadaires de l'activité intellectuelle seraient plus le reflet de l'aménagement du temps que d'une rythmicité endogène propre à l'élève" (INSERM, 2001, p. 62).

La semaine de quatre jours aurait, en outre, des effets négatifs plus accentués dans les zones d'éducation prioritaire, notamment pour les enfants qui ne bénéficieraient pas d'activités péri ou extra-scolaires, la rythmicité intellectuelle journalière s'accompagne en effet d'une diminution significative du niveau de performance pour les élèves concernés ».

« Une organisation du temps qui tiendrait compte des résultats des recherches dans ce domaine **limiterait le temps d'enseignement à une vingtaine d'heures jusqu'au CE2** avec des journées moins longues. Cela aurait pour conséquence **d'organiser la semaine sur quatre jours et demi ou cinq jours et de réduire la durée des congés d'été d'une ou deux semaines**. Les séquences d'apprentissage devraient être placées à des moments où les élèves sont les plus réceptifs, il faudrait donc prévoir une mise en route progressive des activités en début de matinée et les débuts d'après-midi devraient être consacrés à des activités non scolaires. Cette organisation implique bien évidemment une coordination étroite entre les acteurs éducatifs au niveau local pour une articulation entre les temps scolaires et périscolaires. »

- En 2010, le [Rapport de l'académie de médecine](#) indique « **le rôle néfaste à cet égard de la semaine dite de quatre jours sur la vigilance et les performances des enfants les deux premiers jours de la semaine liées à une désynchronisation liée au week-end prolongé** ». Le rapport compare en effet la semaine de quatre jours avec la semaine de quatre jours et demi affichant école le samedi matin, sans évoquer la semaine de quatre jours et demi avec école le mercredi.
- le [rapport de décembre 2010 de la Mission d'information sur les rythmes scolaires](#), présidée par la députée **Michèle Tabarot**, pour la Commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale, avec comme co-rapporteurs Xavier Breton et Yves Durand. Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, à l'époque directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale est cité page 13 : « **si la semaine de neuf demi-journées (quatre jours et demi) n'a pas été choisie, c'est parce que le monde des adultes s'est entendu sur le monde des enfants** ».
- En 2011, le [rapport de la Conférence nationale sur les rythmes scolaires](#) cite page 22 l'exemple de Toulouse : « en 2008, malgré l'entrée en vigueur de la semaine de quatre jours au niveau national, la ville de Toulouse opte pour une mesure dérogatoire mise en place après concertation : ses 198 écoles fonctionnent sur quatre jours et demi dont le mercredi matin. L'inspecteur d'académie de Haute-Garonne, après consultation des conseils d'école pour avis - lequel fut largement favorable - a accordé la dérogation pour trois ans, dans le cadre d'une harmonisation pour les écoles de la ville.
- Les deux arguments avancés étaient les suivants :
 - enseignants et parents, au terme du premier trimestre, après passage à la semaine des quatre jours, se sont plaints « **d'un premier trimestre épuisant** » et de la fatigue générée par ce dispositif hebdomadaire
 - les deux parents ayant le plus souvent une activité professionnelle, les centres de loisirs devaient faire face à un afflux d'enfants contraints de se lever tôt le mercredi comme les autres jours. Les écarts avec les enfants dont les activités étaient organisées au domicile étaient visibles et mal ressentis. »
- En 2017, La [note de synthèse du rapport du Sénat](#) sur la réforme des rythmes scolaires publiée en juin dernier, dirigée par deux sénateurs Les Républicains, un socialiste et un communiste, vice-président du Sénat.

Dans les cinq principales recommandations, il est écrit « **Ne pas revenir à la situation antérieure à la réforme de 2013** », c'est à dire la semaine de quatre jours, qui est le pire système pour l'apprentissage des élèves.

« La généralisation de la semaine de quatre jours : une concentration du temps de classe défavorable aux apprentissages, en particulier pour les élèves défavorisés. La réforme de 2008 a vu la généralisation de la semaine de quatre jours à l'école primaire, par la suppression de l'école le samedi matin. Instituée pour des considérations autres que pédagogiques, cette organisation du temps scolaire a été vivement critiquée. En **résultent fatigue et moindre vigilance des élèves, resserrement du contenu et des temps d'apprentissage, libération du temps peu bénéfique pour les élèves défavorisés, distension du lien avec les parents d'élèves.** »

II Parution du décret n° 2017-1108 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques le 28 juin 2017

Le projet de décret relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire est révélé par la presse le 31 mai 2017. Ce dernier est présenté le 8 juin 2017 au CSE (Conseil Supérieur de l'Education) qui émet, comme le CNEN (Conseil National d'Evaluation des Normes) un avis défavorable. Les différents mouvements d'éducation populaire, les associations d'élus, l'ANDEV, rappellent dans plusieurs communiqués de presse le bien-fondé de la réforme, insistant particulièrement sur le fait que l'éducation se nourrit de temps long, de continuité plus que de rupture et de précipitation, et appelle **à une évaluation partagée des impacts des réformes en cours, notamment sur les conditions d'apprentissage et le bien-être des enfants, indispensable et incontournable pour une concertation efficace au sein des territoires.**

Le décret est présenté au Comité Technique Ministériel le 21 juin 2017 et [Le décret paraît le 28 Juin au journal officiel](#), signé par le Premier ministre Edouard Philippe et le Ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer, autorisant les communes à revenir, dès la rentrée prochaine, à la semaine de quatre jours d'école en primaire, au lieu de quatre jours et demi.

Le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT) présidé par Philippe Laurent, Maire UDI de Sceaux et secrétaire général de l'AMF a "condamné" mercredi 5 juillet la "démarche" du gouvernement pour l'assouplissement des rythmes scolaires. Il rappelle "les conséquences" sur "les agents, leur temps de travail et, in fine, sur le dialogue social dans les collectivités" d'une éventuelle application de ce décret.

Pour le CSFPT, une "évaluation" de l'expérimentation de la semaine de quatre jours et demi à l'école, d'ailleurs "prévue par les textes", est une "nécessité".

Le Conseil "exige qu'à l'avenir tout projet concernant directement ou indirectement les agents de la Fonction Publique Territoriale soit auparavant soumis à son avis".

III - Les évaluations disponibles autour des rythmes scolaires et des PEDT

- La [première évaluation Nationale du PEDT](#) centrés sur les temps périscolaires a été confiée aux Cabinets Education et Territoires et Eneis par la DJEPVA et est parue en mai 2017.

Trois principaux objectifs assignés à la démarche d'évaluation :

- Dresser une typologie des PEDT sur le périmètre périscolaire
- Etablir un bilan de la mise en oeuvre des PEDT
- Etoffer la capacité d'accompagnement des collectivités

Méthode adoptée : Evaluation entre septembre 2016 et Mars 2017

- Questionnaire : 3 850 réponses, soit 7 553 communes pour un taux de retour de 37,8% des collectivités signataires d'un PEDT
- Observation de terrain : 17 collectivités au sein de 5 départements (Creuse, Haute Garonne, Sarthe, Val d'oise, Vosges)

- Entretiens auprès partenaires institutionnels au sein de ces 5 départements : DDCS, CAF, Education Nationale (IEN et DASEN)

3 objectifs hérités de la réforme :

- Organisation des temps, respectueuse des rythmes de l'enfant
- Temps d'activités axés sur la découverte et l'ouverture
- Démocratisation de l'accès au périscolaire

Proposition de typologie des PEDT

- **Type 1 (concerne 24% des PEDT)** : PEDT centré sur les TAP, pas d'offre périscolaire pré existante ou absence de dispositifs éducatifs formalisés.
- **Type 2 (concerne la majorité des PEDT)** : Nette distinction entre les TAP et le reste du périscolaire : tarification, inscription, locaux
- **Type 3 (concerne une faible proportion des PEDT)** : réforme vécue comme un allongement des temps périscolaires, offre périscolaire préexistante et bien structurée. Périscolaire déjà fortement autonome du temps scolaire, sans exclure la complémentarité.

Les principaux résultats de l'évaluation :

- **Le PEDT est le dispositif éducatif le plus largement diffusé à l'échelle nationale.**
- Le PEDT porte une ambition qui dépasse le temps des NAP.
- Un impact plus fort dans l'identification de nouvelles priorités éducatives pour les collectivités qui disposaient déjà d'un PEL / CEL.
- Une forte dynamique autour de la mutualisation, caractérisée par un bilan contrasté.
- Des modalités de pilotage qui favorisent la participation de toute la communauté éducative.
- Une attention portée à la qualification des intervenants

- **L'Etude de la DEPP (Division de l'Evaluation, de la Prospective et de la Performance du Ministère de l'Education Nationale) intitulée "Les organisations du temps scolaire à l'école issues de la réforme de 2013 : quels effets observés ? est parue fin juin 2017.**

- La première enquête suit un panel d'enfants entrés en CP en 2011. En 2016 ils sont en Cm2 et ils sont près de 15 000 scolarisés dans 4000 écoles.
- Une seconde enquête porte sur 6000 élèves de CP en 2016.

Dans les deux cas, l'étude de la DEPP observe les résultats des enfants en fonction de l'organisation du temps scolaire depuis la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. La DEPP n'a retenu que des rythmes sur 5 jours avec des variations selon l'organisation des après-midis ou la présence ou non du samedi matin. L'étude trouve finalement peu d'impact entre les différentes organisations sur les résultats des élèves.

"L'étude portant sur les apprentissages des élèves cherche à repérer l'existence d'un effet des différents types d'organisation du temps scolaire (OTS) sur les apprentissages des élèves. Cette étude ne mesure que des effets d'une ampleur très limitée, largement inférieure aux effets des variables sociales ou culturelles", avertit d'emblée la DEPP. "D'une manière générale, les différentes études présentées ne permettent donc pas d'établir des écarts importants selon le type d'organisation mise en place."

Cette présentation générale est confirmée dans le chapitre consacré aux compétences des élèves. "En tout état de cause, les écarts entre OTS sur le niveau des élèves, lorsqu'il y en a, sont d'une ampleur très limitée, et largement inférieure aux différences de réussite scolaire observées selon les caractéristiques sociales et culturelles des élèves du panel DEPP 2011. De même, l'analyse de l'impact de l'organisation du temps scolaire sur la progression des apprentissages fondamentaux des élèves de CP montre que les progressions des élèves peuvent différer selon l'OTS, mais que ces différences sont statistiquement faibles dès lors que l'on prend en

compte le contexte socio-économique de l'école ou les caractéristiques individuelles disponibles de l'élève (sexe et trimestre de naissance)", notent les auteurs.

A retenir de cette étude :

- **La situation française est tout à fait exceptionnelle en Europe. "Avec la réforme des rythmes scolaires, le nombre moyen de jours d'école dans l'enseignement primaire est passé de 141 jours en 2010/2011 à 162 jours par an en 2014/2015, ce qui rapproche tendanciuellement la France de la moyenne des pays de l'OCDE et de celle de l'UE. En 2015/2016, le nombre moyen de jours d'école en France est toujours de 162 jours ; il est de 185 jours en moyenne des pays de l'OCDE et de 182 en moyenne des pays de l'UE-22 (Regards sur l'éducation, 2016). La France demeure ainsi le pays qui a le plus petit nombre de jours de classe par an dans l'enseignement élémentaire. L'Allemagne en a 188, la Finlande 189, l'Angleterre 190". Le retour aux 4 jours va nous éloigner encore davantage des standards internationaux.**

Le raisonnement vaut aussi pour l'organisation de la semaine. **"Pour l'ensemble des pays européens membres de l'OCDE, à l'exception de la France, le rythme hebdomadaire d'enseignement élémentaire est de 5 jours".** En faisant passer celui-ci de 4 à 4,5 jours, la France s'est rapprochée du standard européen, en restant toutefois un peu en deçà", écrit la DEPP.

Dernier enseignement : "En matière de congés estivaux, la France se situe dans la moyenne de l'Union européenne, avec 8 semaines", écrit la Depp. "L'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (hors Irlande du nord) ne proposent que 6 semaines de congés durant l'été. Mais d'autres pays (Italie, Lettonie) s'illustrent au contraire par leur largesse : les élèves y bénéficient de 12 à 13 semaines de vacances l'été. C'est en France que les congés en cours d'années sont les plus longs, avec 4 périodes de près de deux semaines réparties sur 10 mois de l'année scolaire". **La question du calendrier annuel n'est donc pas celle de congés d'été qui seraient trop longs mais des petites vacances.**

IV - Procédure pour revenir à la semaine des 4 jours

- Le passage à la semaine de 4 jours émane d'une **entente entre les différents acteurs locaux** : commune ou Etablissement Public de Coopération Intercommunale, conseils d'école et inspecteur de l'éducation nationale de circonscription. La décision, prise par le DASEN, peut s'appliquer " dans toutes les écoles de la commune (...) quand une majorité des conseils d'école s'est exprimée en sa faveur".
- Ces différents acteurs locaux saisissent ensuite conjointement les **services départementaux de l'éducation nationale** pour leur proposer une nouvelle organisation du temps scolaire.
- Dans chaque département, la demande est ensuite examinée par le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN) qui vérifie l'application de plusieurs règles, notamment le respect des heures d'enseignement par semaine, par journée et par demi-journée. Avant de valider le passage à la semaine de quatre jours, le DASEN doit enfin « consulter la collectivité territoriale compétente en matière de transport scolaire ainsi que le conseil départemental de l'éducation nationale ».
- **Présentation d'une délibération au Conseil municipal de changements d'horaires et ensuite les délibérations sur les tarifs, les règlements périscolaires, de restauration etc.**
- Présentation des organisations du temps de travail des agents en **Comité technique paritaire** : ATSEM, agents de restauration, animateurs, ETAPS, intervenants culturels etc.
- Communication auprès des parents.
- Identification des impacts sur le budget 2017 avec perte des subventions ETAT, CAF et recettes des familles sur certaines activités périscolaires et évaluation des dépenses avec retour à 4 jours (selon les organisations à 5 jours, les coûts ont été moindres avec les subventions car redéploiement des agents déjà en poste).

V - Qui est concerné par la semaine des 4 jours à la rentrée 2017 ?

Un [Communiqué de presse de Jean Michel Blanquer](#) du 18 juillet 2017 annonce que 36,8% des communes de France ayant au moins une école publique, soit 31,8% des écoles, ont "choisi" d'utiliser le décret Blanquer en adoptant dès la rentrée prochaine une semaine scolaire de quatre jours. Le ministère précise que cela correspond à un peu plus d'un quart des élèves de l'école primaire (28,7%).

"Ce sont plutôt des **communes rurales** qui ont choisi de se saisir de cette liberté nouvelle", indique-t-il également, tandis que "les villes, a fortiori les grandes villes, ont globalement choisi de conserver l'organisation de la semaine sur quatre jours et demi" pour cette rentrée scolaire en tous les cas.

Quelques communes de plus de 50.000 habitants ont toutefois franchi le pas dès cette année : trois dans l'académie de Créteil (Chelles, Saint-Maur-des-Fossés, Epinay-sur-Seine) ; trois dans l'académie de Lille (Tourcoing, Dunkerque, Calais), deux dans l'académie de Montpellier (Montpellier qui expérimente sur trois groupes scolaires et Perpignan) ; quatre dans l'académie de Versailles (Sarcelles, Colombes, Sartrouville, Versailles). Dans l'académie de Nice, "toutes les grandes villes du Var" sont concernées indique le ministère, et la plupart de celles des Alpes-Maritimes soit Antibes, Cannes, Nice, Toulon, Hyères, etc..".

Les principales raisons évoquées justifiant ce retour à la semaine des 4 jours :

- Pression des parents / enseignants
- Economie Budgétaire
- Fatigue des enfants, ...

Aucun de ces arguments n'est centré sur les conditions d'apprentissage de l'enfant ou encore la réduction des inégalités d'accès aux activités périscolaires.

VIEt comment , quoiqu'il arrive, capitaliser le travail et les avancées identifiés sur les territoires depuis 3 / 4 ans ?

Ces mesures gouvernementales ne doivent pas être le signe d'un recul par rapport au travail engagé par les directions de l'éducation pour créer plus de sens éducatif commun et collectif sur les territoires....

Les collectivités évoluent dans un climat d'instabilité politique avec l'enchaînement des réformes, la mise en place d'une succession de dispositifs....

L'enjeu, pour les collectivités locales, est donc de s'emparer de ces dispositifs à chaque alternance politique et de capitaliser les avancées.

- **Revenir aux questions fondamentales**

En préambule, l'école est une chance et non une charge !

Et si on parlait de droit plutôt que d'obligation scolaire ?

- Sortir du rapport de force induit par l'éventuelle pression des parents et des enseignants, et/ ou par les contraintes budgétaires et mobiliser les acteurs éducatifs sur l'importance de la **construction d'un projet en commun autour de l'intérêt de l'enfant.**
- **Dépasser la question binaire des rythmes (4 jours ou 4 jours et demi)** qui est subsidiaire par rapport à la loi de refondation de l'école de la république. Les enfants n'ont pas les mêmes besoins à 6 et 11 ans, pas les mêmes temps de concentration (difficulté des 6h d'affilée) etc...
- **Poser la questions des différents temps** : temps de l'enfant, temps des familles, temps des enseignants.
Le temps scolaire représente 10 % du temps de vie de l'enfant ! Réfléchir à l'articulation des différents

temps de l'enfant, mais aussi des parents, des enseignants pour permettre aux enfants de s'épanouir. Les familles ont besoin de continuité éducative.....

- **Capitaliser l'expérience des territoires à travers les PEDT**

- Un des challenges en cas de retour à la semaine de 4 jours c'est de réussir à convaincre les équipes qu'elles poursuivent le travail engagé (et non un retour en arrière !)
- Se focaliser sur le **retour sur investissement et les avancées de la réforme** : formation partagée, plan de formation plus ambitieux, reconnaissance et valorisation du métier des animateurs et des ATSEM, recrutement de coordinateurs périscolaires, rôle des collectivités confortés dans le domaine éducatif... Les innovations locales ont été nombreuses !
- L'enjeu est bien de **reconstruire sans porter atteinte aux dynamiques**, aux perspectives des projets professionnels des agents. **Actuellement les pratiques professionnelles sont en mouvement vers plus de professionnalisation, de collaboration, de coopération, de coéducation.** Alors, même si les atsems doivent de nouveau reprendre des missions d'entretiens, il est important de maintenir cette reconnaissance du métier et valoriser la montée en compétence (gestion de groupes, animation d'atelier dans le cadre des TAP)
- **Maintenir les alliances éducatives au service des enfants et des jeunes** (plus value de la réforme) : conforter l'échelon territorial dans l'animation de ces alliances, renforcement du travail en transversalité, valoriser le PEDT véritable outil clarifiant les partenariats, facteur de dynamique territoriale, continuer les groupes de réflexions sur les problématiques éducatives en valorisant le travail avec les parents.

- **Croire au bien fondé d'un aménagement des temps de l'enfant sur les matinées et proposer des alternatives**

Pour une bonne concentration, et donc un bon apprentissage le jeudi, l'école le mercredi matin est u atout. Ce phénomène n'est pas observé pour les enfants des milieux aisés car l'absence d'école le mercredi matin sera compensée par des activités extrascolaires qui les stimuleront intellectuellement. Dans les communes qui décident de revenir à une semaine de 4 Jours, proposer une alternative sur les temps périscolaires, notamment pour les enfants en éducation prioritaire, la semaine de 4 jours étant néfaste pour les plus fragiles.

- **Initier et mener des concertations constructives, en militant pour un pilotage équilibré commune / Etat.**

Comment initier des concertations constructives sur les territoires ? Sortir d'une démarche trop descendante, intégrer le mode projet, réfléchir ensemble, croiser les regards dans l'intérêt des enfants à travers deux types de concertation, en fonction du contexte local :

- 1 : **concertation ouverte et large** impliquant tous les acteurs éducatifs entourant le champ de l'enfant
- 2: **concertation restreinte (petit comité)** en laissant le choix de l'organisation scolaire aux conseils d'écoles, la ville pouvant alors se consacrer à une concertation sur le PEDT, par exemple

- **Evaluer, en mobilisant l'expertise des GAD (Groupements d'Appui Départementaux)**

Au-delà des évaluations nationales

- S'appuyer sur les évaluations locales et saisir l'opportunité de travailler ensemble sur les acquis locaux en associant les enfants,
- Evaluer les impacts financiers **en s'assurant de la pérennité du fonds de soutien.**
- Evaluer les impacts financiers pour les familles du changement organisationnels

